

ACTION URGENTE

MALAISIE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS EST DÉTENUE À L'ISOLEMENT
Maria Chin Abdullah, défenseure des droits humains et prisonnière d'opinion, a été arrêtée le 18 novembre pour avoir organisé un rassemblement en faveur d'élections libres et équitables. Elle a été placée en détention à l'isolement et pourrait être détenue jusqu'à 28 jours dans des conditions déplorables sans qu'elle ne soit inculpée ni traduite devant un tribunal.

Maria Chin Abdullah, présidente de Bersih 2.0, la Coalition malaisienne pour des élections propres et équitables, a été arrêtée le 18 novembre dans les bureaux de Bersih 2.0, à Petaling Jaya, dans l'État de Selangor, pour avoir « tenté de se livrer à des activités préjudiciables à la démocratie parlementaire », au titre de l'article 124C du Code pénal. Elle a été arrêtée en vertu de la Loi relative aux infractions liées à la sécurité (mesures spéciales) de 2012 et pourrait être maintenue en détention jusqu'à 28 jours sans être inculpée ni traduite devant un tribunal. Les avocats représentant Maria Chin Abdullah ont introduit un recours en habeas corpus devant les tribunaux le 22 novembre afin de remettre en cause la légalité et les conditions de sa détention. La Loi relative aux infractions liées à la sécurité (mesures spéciales) de 2012 dispose qu'aucun individu ne peut être arrêté pour ses « activités politiques » ou ses « convictions » et que l'application de cette loi est strictement réservée aux affaires liées à l'ordre public et à la sécurité nationale. Cependant, cette loi est rédigée en termes vagues et laisse la porte ouverte aux abus. Amnesty International pense que la détention de Maria Chin Abdullah fait partie d'une tentative concertée, à caractère politique, d'intimider et de réduire au silence les militants de premier plan et les personnes qui critiquent le gouvernement.

La police a fait une descente dans les bureaux de Bersih 2.0 24 heures avant la tenue de Bersih 5, un rassemblement national qui a eu lieu le 19 novembre. Ce rassemblement avait pour but de demander une réforme électorale et plus de transparence quant aux récents scandales de corruption, ainsi qu'un renforcement de la démocratie parlementaire. Quinze autres militants, membres de partis de l'opposition et militants étudiants ont également été arrêtés pour diverses infractions, allant de la participation à des émeutes, à la sédition. Ils ont été libérés sous caution. Maria Chin Abdullah n'a pas pu consulter d'avocat au cours des deux premiers jours ayant suivi son arrestation, mais elle a depuis été autorisée à voir ses avocats et sa famille ailleurs que sur son lieu de détention à une occasion uniquement. Elle est détenue dans un lieu tenu secret, que sa famille et ses avocats ne connaissent pas, où elle est maintenue en détention à l'isolement dans une cellule sans fenêtres dans laquelle deux ampoules sont allumées sans discontinuer, ce qui la prive de sommeil de manière dangereuse. Maria Chin Abdullah souffre d'hypertension, d'arthrose, et a un taux de cholestérol élevé. Sa sécurité physique et sa santé suscitent de vives inquiétudes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités malaisiennes de libérer Maria Chin Abdullah immédiatement et sans condition et d'abandonner toutes les enquêtes et les poursuites contre les autres militants pacifiques qui ont été arrêtés, ont fait l'objet d'enquêtes et sont détenus en lien avec le rassemblement Bersih 5 pour des élections propres et équitables ;
- en attendant la libération de Maria Chin Abdullah, appelez-les à veiller à ce qu'elle soit protégée de la torture et d'autres formes de mauvais traitement, à ce qu'elle puisse recevoir la visite de ses proches, consulter son avocat et avoir accès à tous les soins dont elle a besoin ;
- engagez-les à abroger ou à réviser la Loi relative aux infractions liées à la sécurité (mesures spéciales) et toutes les autres lois qui autorisent la détention prolongée sans inculpation, qui porte atteinte aux droits relatifs à l'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 3 JANVIER 2017 À :

Inspecteur général de la police

Tan Sri Dato' Sri Khalid bin Abu Bakar
 Ibu Pejabat Polis Diraja Malaysia
 Bukit Aman
 50560 Kuala Lumpur
 Malaisie
 Fax : +603 2070 7500
 Courriel : kpn@rmp.gov.my

**Formule d'appel : Dear Inspector General, /
 Monsieur,**

Ministre de l'Intérieur

YB Dato' Seri Dr. Ahmad Zahid bin Hamidi
 Kementerian Dalam Negeri Malaysia
 Blok D1, D2 & D9 Kompleks D
 Pusat Pentadbiran Kerajaan Persekutuan
 62546 Putrajaya, Malaisie
 Fax : +603 8889 1613

Courriel : ahmadzahid@moha.gov.my
**Formule d'appel : Dear Home Minister, /
 Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Procureur général

Tan Sri Mohamed Apandi Ali
 Attorney General's Office
 No. 45 Persiaran Perdana Precinct 4
 62100 Putrajaya, Wilayah Putrajaya
 Malaisie

Fax : +603 8890 5670
 Courriel : pro@agc.gov.my

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Malaisie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

MALAISIE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS EST DÉTENUE À L'ISOLEMENT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Maria Chin Abdullah, présidente de la Coalition malaisienne pour des élections propres et équitables (Bersih 2.0), a été victime de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités malaisiennes et d'acteurs non-étatiques. En novembre 2015, Maria Chin Abdullah et Jannie Lasimbang ont été inculpées au titre de la Loi relative aux rassemblements pacifiques parce qu'elles n'avaient pas fourni de notification préalable au moins dix jours avant la tenue d'une manifestation. En octobre 2016, Maria Chin Abdullah et sa famille proche, ainsi que le responsable du secrétariat de Bersih 2.0, Mandeep Singh, et l'ancienne présidente de la coalition, Ambiga Sreenevasan, ont reçu des menaces de mort sous la forme d'images dérangeantes dans un message WhatsApp. Les coupables n'ont toujours pas été traduits en justice (voir : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa28/5014/2016/fr/>).

Lors des quatre précédents rassemblement du Bersih, qui ont eu lieu entre 2007 et 2015, des cas d'arrestations, de violences, de harcèlement et d'intimidation contre des organisateurs, des militants et des membres de l'opposition ont été observés.

Le 18 novembre 2016, Mandeep Singh, le responsable du secrétariat de Bersih, et Maria Chin Abdullah ont été arrêtés au titre de l'article 147 du Code pénal, qui sanctionne les émeutes, en amont du rassemblement de Bersih 5. Anthony Loke, un parlementaire de l'opposition, a été arrêté en vertu de la Loi de 1948 relative à la sédition. Ronnie Liu, un homme politique, a été arrêté au titre de l'article 153 du Code pénal pour « provocation arbitraire visant à provoquer des émeutes ». S. Arutchelvam, membre du comité du Parti socialiste malaisien, ainsi que Lee Khai Ming et Jimmy Wong, également membres de l'opposition, et Anis Syafiqah, Luqman Nul Hakim Zul Razali et Safwan Anang, trois militants étudiants, ont été arrêtés. Des « chemises rouges » ont également été arrêtés, dont Jamal Md. Yunus, le leader de la contre-manifestation, ainsi que Razali Zakaria et Hairol Nizam. Le 19 novembre, les militants Hishamuddin Rais, Fahmi Reza et Luqman Nul Hakim ont été arrêtés après le rassemblement Bersih 5, tandis que les parlementaires de l'opposition Zuraida Kamaruddin, Howard Lee et Chua Tian Chang ont été arrêtés pour des discours qu'ils ont tenus pendant le rassemblement.

Ils ont tous été libérés sous caution, à l'exception de Maria Chin Abdullah.

Nom : Maria Chin Abdullah
Femme

AU 263/16, ASA 28/5186/2016, 22 novembre 2016